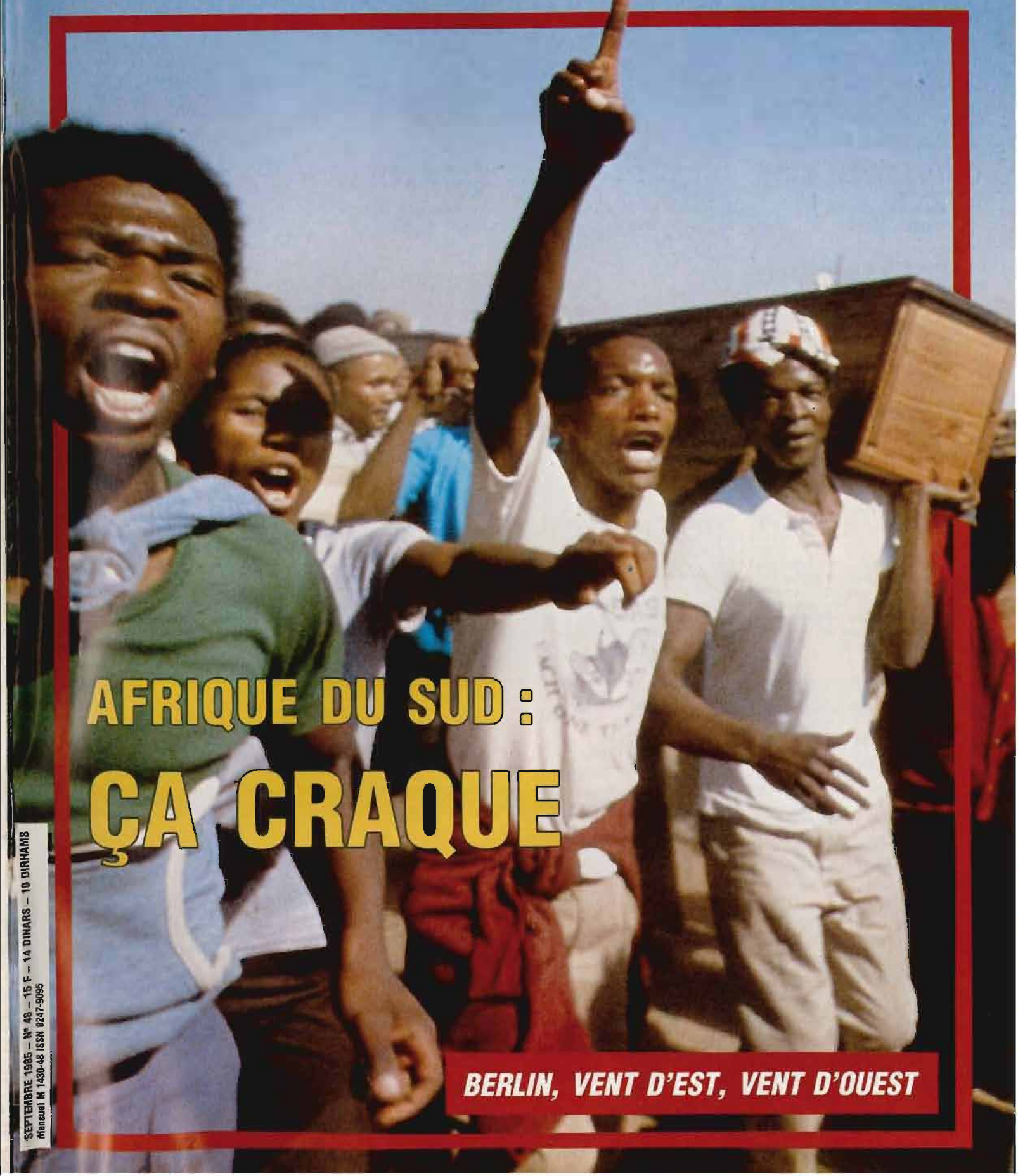


Le magazine de l'amitié entre les peuples

Différences

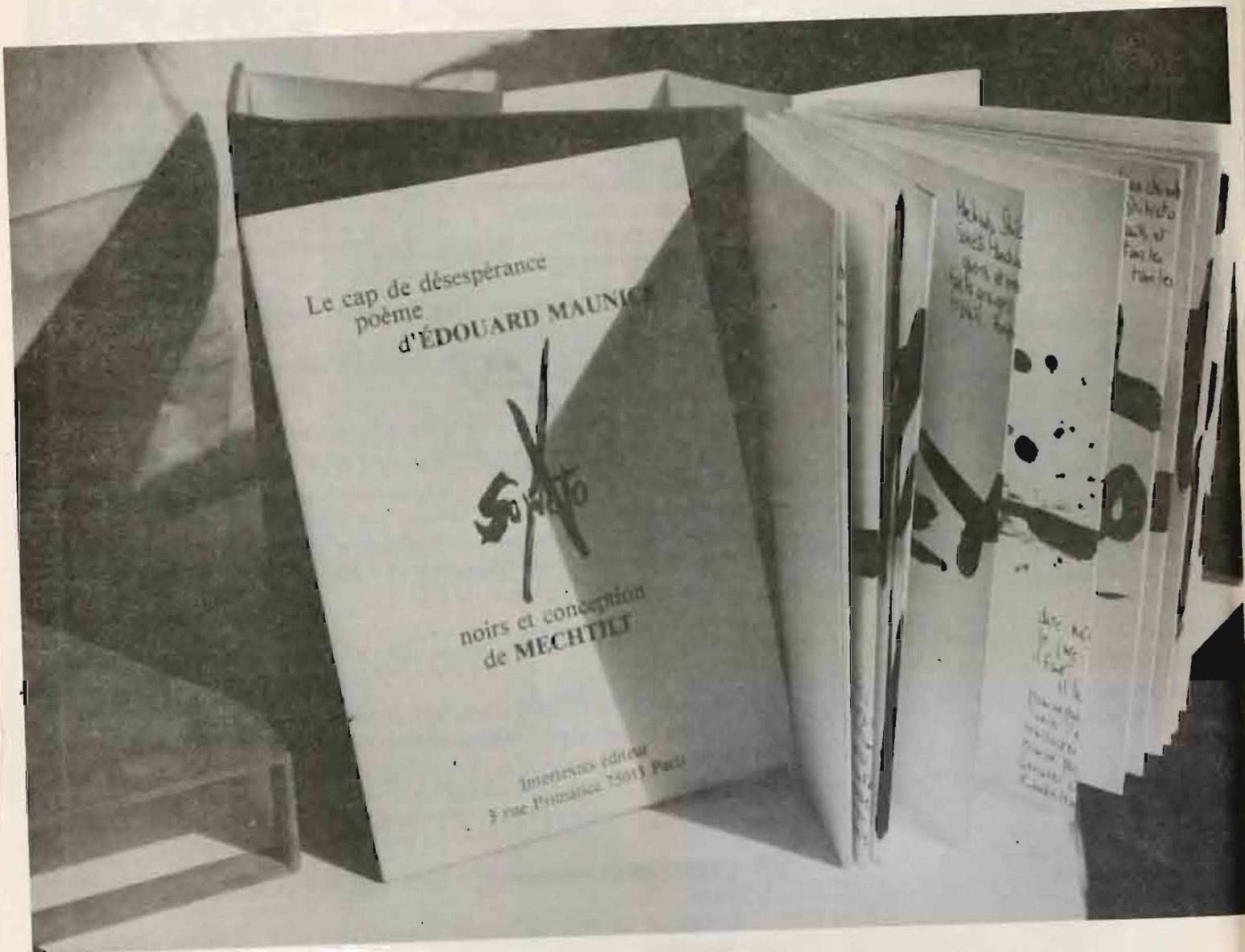


AFRIQUE DU SUD :
ÇA CRAQUE

BERLIN, VENT D'EST, VENT D'OUEST

SOWETO - Un poème mémorial

EDITORIAL



En 1976, dans un pays où l'apartheid sévit, un drame éclate : **SOWETO**. Des hommes et des femmes protestent. Ils opposent à une implacable logique, un élan inégal mais redoutable : leur amour de la liberté. Alors la mort s'abat et, du Pays austral, s'élève une rumeur : **SOWETO**.

Dans le recueillement, Edouard MAUNICK dont l'œuvre a acquis une réputation internationale grave un poème. Plus qu'une somptueuse pièce, cette élégie est d'abord élan de passion et d'amour : son rythme infernal déclenche, chez le lecteur, une émotion intense.

Du souvenir du drame - aperçu à la télévision ou lu dans les comptes rendus de la presse - et de la lecture du texte naît, chez MECHTILT, le besoin de pénétrer à l'intérieur des espaces qui séparent les mots, d'accentuer, en quelque sorte, les silences blancs et de faire ressortir, par ce qu'elle intitule "des noirs" la violence de la vie et, en son extrême, sa destruction. Il en ressort une "écriture" admirable qui, d'un bout à l'autre de l'œuvre, fixé à l'encre de Chine, devient, à son tour, poème.

De cette rencontre, nous avons conçu un merveilleux **livre-objet**, où éthique et art font, nous semble-t-il, un mariage réussi. Le poème d'Edouard Maunick est un portique qui mène à l'œuvre de l'artiste.

FICHE TECHNIQUE :

Format :
25 x 17

Texte et Graphisme :
sur Arches 270 grammes.

Présentation :
"Le Cap de Désespérance"
sur cahier séparé,
"Soweto"
sur pavillon plié en 30 volets
de 16 cm de largeur,
soit, au total, un ensemble
long de 4,80 m.

La couverture :
Brillante (texture mate)
Suedel (texture marbrée,
de ton très chaud).
Couleur sable.
S'y détache, gravé au fer,
en noir soutenu,
le superbe graphisme "SOWETO".
Le tout sous emboîtement.

Impression par ARTE
Reliure par le POINCON D'OR.

Différences vous propose cet ouvrage exceptionnel au prix réduit de 500 F. Renvoyez ce bon, accompagné du règlement.

Je commande livre(s)-poème(s) « Soweto ».

Coupon et chèque à adresser à Différences,
livre « Soweto », 89, rue Oberkampf, 75011 PARIS.

SENS

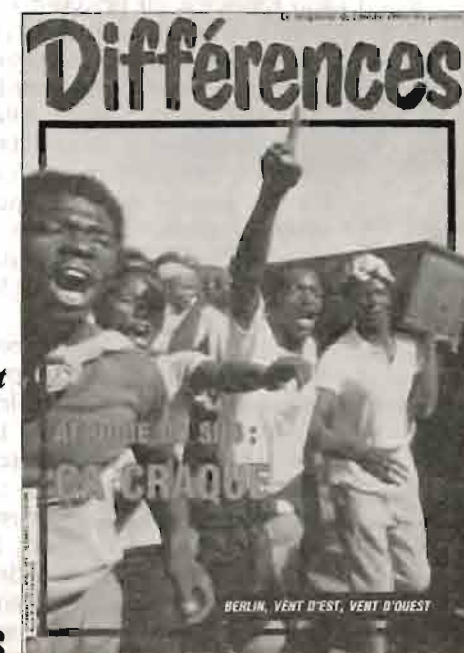
■ *Quand vous étiez petit, vous avez appris un jour que la Terre n'était pas plate, mais ronde. Du coup, vous avez posé le doigt sur l'hémisphère Sud et vous avez dit : mais alors, les gens, là-bas, ils marchent la tête en bas ? Et votre instituteur, ou votre mère, ou le copain qui voulait vous épater, s'est retrouvé bien embêté pour expliquer que non.*

Maintenant, vous savez, ou vous croyez savoir, que c'est faux. Pas du tout. C'est vous qui aviez raison. Par exemple, dans le pays tout au bout de l'Afrique, les gens font tout à l'envers. Les lavabos se vident dans le sens contraire d'ici. C'est l'hiver chez eux quand c'est l'été ou que ça devrait l'être chez nous. Encore des exemples ? Là-bas, ce sont les derniers arrivés qui ont tout le gâteau pour eux tous seuls et ce sont les moins nombreux qui commandent à tous les autres. Et quand les plus nombreux veulent simplement parler, on ne les écoute pas, on les tue. Mais c'est normal, là-bas, puisque tout est à l'envers.

C'est quand même plus pratique comme ça : eux, c'est tout faux, nous, tout juste. Du coup, quand les plus nombreux veulent remettre les choses à l'endroit, ça nous inquiète. Le normal, là-bas au pays de l'envers, c'est l'apartheid. Le scandale, ce qui met la pagaille, ce qui risque de faire chavirer le navire, ce sont les Noirs.

Peut-être croyons-nous que, s'ils se remettent à l'endroit, ça va nous mettre à l'envers ? C'est pour cela qu'on fait semblant de rien en temps normal, qu'on les laisse être tranquillement à l'envers et que tout le monde s'inquiète quand les Noirs veulent changer le sens de l'histoire.

Pourtant, si on comprend bien, les Blancs de l'apartheid font tout à l'envers de nous. Les Noirs, là-bas, font le contraire des Blancs. Alors, les Noirs vont dans le même sens que nous ?



Différences

Enterrement : un mot familier des Noirs d'Afrique du Sud. L'apartheid aura fait, cette année, plus de six cents morts



« **T**out nouvel investissement français en Afrique du Sud, dans quel domaine et sous quelle condition que ce soit, est irrémédiablement suspendu », annonçait le Premier ministre, Laurent Fabius, le 25 juillet dernier. Une mesure spectaculaire certes, mais qui, selon les spécialistes, risque de ne pas peser très lourd dans les rapports économiques et financiers entre les deux pays.

L'Afrique du Sud n'était, en 1984, que le 23^e fournisseur de la France et son 29^e client. Parmi les 165 entreprises nationales, les 40 filiales à participation majoritaire et les 35 bureaux de représentation, on trouve tout le Gotha de l'industrie : Total, Bic, Le Carbone, Air liquide, Renault, Peugeot, Rhône-Poulenc, Merlin Gerin, CGEE, Alstom, Frensel, Télémechanique, Froussinet, Guerlain, Kis, Michelin, Avions Dassault, Club Méditerranée, CGM, Chargeurs Réunis, Creusot-Loire, etc., sans oublier les grandes banques comme Paribas, Suez, la Société générale, le CCF, le Crédit Lyonnais et le département français de Barclay's Bank. Mais, en général, les entreprises françaises ne fabriquent pas sur place, tout au plus sont-elles associées avec un importateur-assembleur local (1). Ce qui explique la faiblesse du montant de leurs investissements, à peine 14 milliards de francs, par

rapport à ceux des entreprises étrangères : 5 à 6 % du montant total des investissements étrangers en Afrique du Sud, contre 50 % pour les Britanniques, 23 % pour les Allemands de l'Ouest et 17 % pour les Américains.

La décision prise par le gouvernement d'interdire tout nouvel investissement en Afrique du Sud prend, dans ce contexte, un caractère nettement moins spectaculaire. D'autant que les investisse-

ments français nouveaux sont pratiquement inexistant dans les faits depuis un an environ, en raison de la multiplication des désordres en Afrique du Sud et de l'aggravation de la crise économique dans les principaux secteurs d'activité.

L'interdiction concerne essentiellement de petites opérations à caractère ponctuel d'un montant inférieur à 20 millions de francs. Parmi les projets d'investissements envisagés actuellement en Afrique du Sud, on peut citer quelques exemples. Total, dont le principal actionnaire est l'Etat, prévoyait, au printemps 1986, d'accroître ses investissements dans le charbon, mais aucune décision n'avait été prise ; le Club Méditerranée envisageait d'ouvrir un village ; Peugeot et Renault s'apprêtaient à s'associer pour faire

face à la concurrence japonaise, en réalisant des investissements d'ordre commercial ; Renault a d'ailleurs déclaré que « la Régie n'avait, en Afrique du Sud, que des capitaux locaux et qu'elle continuerait à faire appel au marché local, si elle souhaite étendre ses activités ». Voilà qui a, au moins, le mérite d'être clair.

Dans le secteur bancaire et financier, les liens entre la France et la République

décisions prises par le gouvernement, vingt-quatre heures après leur publication, Framatome annonçait la mise en marche du second et dernier réacteur de la centrale nucléaire de Koeberg, livré clés en main par elle-même, Alstom et Spie Batignolles. Le raccordement de ce réacteur de 920 mégawatts est le couronnement du plus important contrat remporté par la France en Afrique du Sud. Cette centrale, la pre-

BAGATELLES POUR UN MASSACRE

Enfin les sanctions contre le pays de l'apartheid ne sont plus tabous. Encore faut-il qu'elles soient réelles et efficaces. C'est à voir...

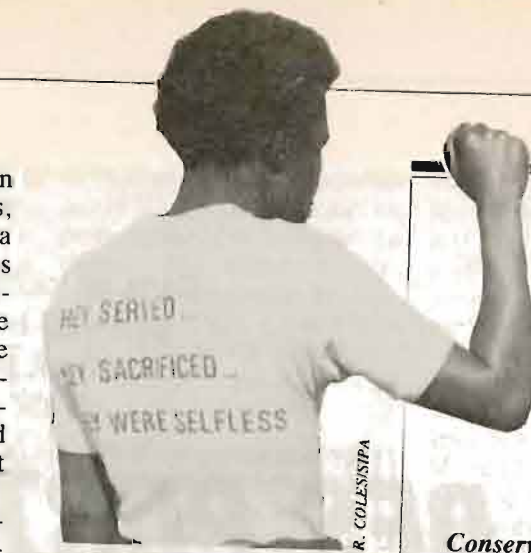
sud-africaine ne devraient pas beaucoup souffrir. Fin décembre 1984, l'Afrique du Sud devait 21,14 milliards de francs aux banques françaises, soit plus de 10 % de sa dette extérieure et, lorsque l'on sait que ce pays est considéré dans les milieux financiers internationaux comme le plus solvable du continent africain, on imagine mal une rupture brutale ! Comme pour illustrer de manière ironique les limites des

mière du genre en Afrique, a coûté à la RAS 1,5 milliard de dollars et a rapporté à la France cinq milliards de francs. Elle fournira au pays un dixième de ses besoins en électricité. La France, pour sa part, a précisé qu'elle continuerait à fournir l'uranium enrichi indispensable au fonctionnement des deux réacteurs, car les contrats existent depuis 1976 et ne sont donc pas concernés par les nouvelles mesures.

Si la décision française a surtout une valeur symbolique, elle offre cependant un formidable appui moral aux combattants anti-apartheid et constitue un précédent qui pourrait être suivi par d'autres pays occidentaux, surtout à la lueur de la déception qui a suivi le discours du président Pieter Botha, le 16 août dernier. La Chambre des représentants des Etats-

Unis a d'ailleurs adopté un projet de loi de sanctions, prévoyant l'interdiction de la vente de Krugerrands, pièces d'or sud-africaines très prisées des collectionneurs, le blocage des exportations de matériel nucléaire et électronique et l'arrêt de tout nouvel investissement. On attend maintenant le vote du projet par le Sénat, en septembre. Face à ces menaces, le président Botha affiche une tranquillité insolente. « La politique du gouvernement a produit, au cours des deux derniers mois, d'excellents résultats : le déficit budgétaire a diminué, la masse monétaire est bien contrôlée, la balance des paiements courants sera en excédent de cinq milliards de rands cette année, la dette étrangère a diminué et les réserves de change se sont accrues. Les bases de l'économie sont donc maintenant saines et la reprise devrait avoir lieu en 1986 », concluait-il.

Sur quelles données concrètes s'appuie donc le chef de l'Etat sud-africain



de croisière) et de platine. La RSA compte d'autant plus qu'elle exporte une grande partie de sa production. En cas de disparition du régime de Pretoria, les analystes les plus pessimistes estiment qu'il en résulterait un quasi-monopole du bloc socialiste dans la production de quelques matières premières minérales essentielles. On voit où le bât blesse.

A vrai dire, les plus démunis vis-à-vis de l'Afrique du Sud sont parfois ses plus violents adversaires : les pays d'Afrique australe qui, malgré leurs efforts pour constituer une communauté de développe-

BOYCOTT !

Le MRAP lance, conformément aux recommandations de l'ONU et aux demandes des Noirs sud-africains en lutte, le boycott de l'Afrique du Sud, seule manière efficace de mettre le régime de l'apartheid en difficulté. Voici la liste des marques sud-africaines importées :
Fruits : Outspan, Westphalia, Cape.

Conserves : Sun Dor, Gold Dish, Singora, Majestic, DC, Libby's, Regina, IXL, Southern Pride, Bayerwald, Gold Reef, Silver Leaf, Summit, KCO, Armoor, Kloof, Pearl.
Vins et spiritueux : Fleur du cap, Sainsbury, Stellenbosch, Huguenot Héritage.
Tabacs : Rothmans.
Confiseries : Rowntree's.
Diamants : De Beers.

Les banques françaises faisant le plus d'affaires avec la RSA : Compagnie financière de Paribas, Compagnie financière de Suez, CCF, Société générale.
Enfin Total est le fournisseur attiré de la police de RSA.
Renseignements : MRAP, Tél. : (1) 806.88.00.

travailleurs viennent chercher un emploi en Afrique du Sud : 45 000 Mozambicains travaillent dans les mines d'or, 102 000 ressortissants du Lesotho, 20 000 du Botswana, 12 000 du Swaziland

gionales tentent de négocier, en vain, avec les organismes de boycottage, dont plusieurs membres ont été arrêtés ou se cachent. Même si des mesures de rétorsion sont toujours possibles (licencie-

ment régionale, la SADCC (South African Development Coordination Conference), n'ont pas réussi à mobiliser les capitaux nécessaires pour la restructuration de cette région.

Le Zimbabwe, le Botswana et le Lesotho - pays enclavés - dépendent de l'Afrique du Sud pour leurs énergies, leurs moyens de transport et leurs débouchés commerciaux. Les exportations de la RAS vers le reste de l'Afrique sont d'ailleurs florissantes : elles ont atteint, pour les cinq premiers mois de 1985, trois milliards et demi de francs, soit près du double de l'an dernier. C'est l'Afrique du Sud qui fournit à ses voisins l'essentiel de leurs machines, leur équipement agricole, les céréales et les produits de base qui leur manquent. De plus, des centaines de milliers de

pour tracer un bilan aussi positif de l'économie nationale ? Il faut savoir que la République sud-africaine est un partenaire économique avec lequel les pays industrialisés composent. Le régime de Pretoria garantit la route maritime qui relie les océans Pacifique et Atlantique, par laquelle transite 60 % de la consommation européenne en pétrole, et il assure l'approvisionnement de l'Occident en minéraux dits stratégiques, indispensables à certains secteurs vitaux de l'économie des pays développés. L'Afrique du Sud est le premier producteur mondial d'or, de diamant, de vanadium (nécessaire à la construction de pièces d'avion), de manganèse (préparation d'aciers spéciaux), de chrome (utilisé pour la préparation d'éléments de missiles

renouvellent chaque année leur contrat de travail pour nourrir leur famille restée au pays.

Si les milieux économiques sud-africains se montrent inquiets des menaces brandies par la communauté internationale et le manque de confiance inspiré par les jugements négatifs émis par l'opinion publique mondiale, le changement pourrait, dans un premier temps, venir de l'intérieur. Depuis quelques semaines, voyant leurs efforts de participation à la vie politique du pays demeurés vains, les Noirs ont décidé de boycotter les magasins tenus par des Blancs.

Dans la région de Port Elizabeth, certaines boutiques annoncent des baisses de leurs ventes, allant de 30 à 100 % et plusieurs magasins ont dû fermer. Les responsables des chambres de commerce ré-

ments des employés noirs, fermeture des magasins tenus par les Noirs (arrêtés des organisateurs du boycottage), une certaine partie de la communauté économique semble maintenant prête à exercer des pressions sur le gouvernement.

« Le commerce organisé doit reconnaître la nécessité de changements politiques, non seulement pour des raisons morales, mais pour sauvegarder un environnement favorable aux affaires », déclarait récemment le directeur de la chambre de commerce de Port Elizabeth. Une manière de reconnaître que communautés noire et blanche sont dépendantes l'une de l'autre. □

ANNE PITOISET

(1) Elles appliquent, de ce fait, toutes les lois de l'apartheid : différences de salaires, etc.